

Brebis galeuse ou négationniste ?

Contre Attaque, 16 janvier 2026

Un député RN fait une analogie macabre : retour sur l'un des derniers génocides du XXème siècle

«*La résistance à l'oppression, c'est de ne pas confondre égalité et égalitarisme, et vous transformer en Tutsi pour couper les Hutu sous prétexte qu'ils étaient plus grands*», a déclaré jeudi le député Rassemblement Nationale de l'Oise, Frédéric-Pierre Vos. Ce député, dont le parti a été épingle à des dizaines de reprises pour des propos ou des actes racistes, négationnistes, LGBTphobes ou sexistes, a de quoi indignier. Oser une comparaison aussi morbide en plein débat budgétaire est tout bonnement ignoble.

Le génocide au Rwanda a provoqué, au cours de plusieurs phases de massacres de masse, la mort de plus de 800.000 personnes entre avril et juillet 1994. D'une durée de cent jours, il fut le plus rapide de l'histoire et le plus conséquent en nombre de morts par jour. Considéré comme un «*génocide entre voisins*», il se distingue par l'implication massive de la population civile, et des violences qui pour beaucoup se sont déroulées dans un cercle limité. Aux origines de cette tragédie, la colonisation européenne, qui plante à par-

tir de la seconde moitié du XXème siècle les graines qui aboutirent aux massacres, alors que plusieurs pays, dont la France, sont restés passifs malgré leur connaissance des tueries en cours.

La colonisation européenne débute au Rwanda en 1859, faisant du pays des milles collines le dernier du continent africain à être colonisé. Mais c'est seulement à partir de 1919 que la Belgique, grâce au Traité de Versailles, y instaure un protectorat particulièrement violent. Aidés de missionnaires catholiques, les colons vont alors imposer à travers toute la région une idéologie raciale, créant de toutes pièces des nomenclatures «*ethniques*» pour chercher à diviser les populations présentes sur place. La Belgique, en déléguant à la minorité Tutsi l'essentiel de l'administration locale aux dépens des Hutus, accroît les tensions entre les deux groupes pour asseoir sa domination.

Le 6 avril 1994, l'assassinat – toujours non élucidé – du président Habyarimana déclenche officiellement le début du génocide contre les Tutsis, dans un contexte de montée de la haine orchestrée par le pouvoir Hutu et ses médias. La Radio des Milles Collines, aux



mains d'extrémistes Hutus, commence la diffusion en continu de propagande appelant explicitement au meurtre des Tutsis. 100 jours durant, des massacres inhumains, dans leur grande majorité à la machette, vont décimer la population rwandaise.

Niant toute implication dans le génocide, l'État français admet à partir de 2007 «des erreurs politiques». Sinistre euphémisme. Forte de sa tradition coloniale et de

ses «partenariats» en Afrique, la France intervient pourtant au Rwanda dès l'année 1990. Elle y installe son armée pour former militairement l'armée rwandaise et les milices Hutus, ces mêmes milices qui participeront activement aux massacres de populations civiles.

L'armée française, bien que déjà sur place, attendra le 22 juin 1994, soit près de deux mois, pour lancer l'Opération turquoise. Une intervention soi-disant humanitaire, qui s'avère finalement être une opération visant à protéger et à faciliter la fuite des génocidaires vers le Zaïre (actuelle RDC). La Commission Duclert, en charge d'établir le rôle de la France, a dans cet objectif épluché une partie des archives déclassifiées. Son rapport souligne «les responsabilités lourdes et accablantes» de l'État français dans le génocide au Rwanda.

À travers ses propos, le député RN Frédéric-Pierre Vos brouille les repères historiques et contribue à des justifications pseudo-biologiques rappelant les constructions raciales qui ont conduit au génocide. Loin d'être anodine, cette phrase immonde rappelle que le fascisme s'est toujours appuyé sur des justifications naturalisantes ou pseudo-scientifiques pour promouvoir son ordre social. Les «brebis galeuses» d'un parti fondé par des Waffen-SS n'échappent pas à la règle.